



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 29 juillet 2005**

**11600/05**

**LIMITE**

**COPEN 122  
EJN 41  
EUROJUST 45**

**Traduction fournie par la délégation allemande**

**NOTE**

de:	la délégation allemande
au:	délégations
Objet:	Mandat d'arrêt européen - Décision de la Cour constitutionnelle fédérale de la République fédérale d'Allemagne

Les délégations trouveront en annexe une lettre du Ministre allemand de la Justice, Mme Brigitte Zypries, à ses collègues des autres Etats membres.

## Traduction de courtoisie

21 juillet 2005

Chère collègue,  
Cher collègue,

Par son arrêt rendu à la date du 18 juillet 2005, la Cour constitutionnelle fédérale de la République fédérale d'Allemagne a déclaré nulle et non avenue la loi allemande portant application de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres. Dans les motifs de son arrêt, tout en confirmant que la décision-cadre pourrait servir de base légale en matière d'extradition, la Cour a cependant critiqué la mise en œuvre substantielle et concrète de l'extradition des ressortissants allemands vers un autre Etat membre.

L'extradition de ressortissants allemands vers un autre Etat membre de l'Union européenne ne sera plus possible jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi allemande portant application de la décision-cadre.

L'extradition de ressortissants étrangers et de personnes apatrides continuera cependant à s'effectuer conformément aux exigences stipulées par le mandat d'arrêt européen en gardant, dans la mesure du possible, la même dimension qu'auparavant. A la suite de l'arrestation, en Allemagne, d'une personne poursuivie aux fins d'extradition sur la base soit d'un mandat d'arrêt européen soit d'un signalement dans le système d'Information Schengen ou de recherches effectuées via Interpol, les autorités allemandes se chargeront de demander aux juridictions et aux parquets étrangers compétents de présenter les documents requis pour l'extradition dans un délai raisonnable.

Le droit allemand continue à permettre de formuler des demandes portant sur la recherche de personnes en fuite et sur leur extradition d'un Etat membre de l'Union européenne vers l'Allemagne en se conformant aux éléments essentiels prévus par la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen. Les juridictions et les parquets allemands pourront, à cet effet, continuer à délivrer des mandats d'arrêt revêtant la forme d'un « mandat d'arrêt européen ».

J'espère que votre législation également permettra de procéder à l'extradition de personnes apatrides et de ressortissants étrangers jusqu'à ce qu'une nouvelle loi portant application du mandat d'arrêt européen soit adoptée. Pour ma part, je vous donne la garantie de saisir les autorités compétentes chargées des poursuites pénales aux fins d'exercer des poursuites pénales en Allemagne à l'égard des ressortissants allemands ne pouvant pas être extradés.

Je vous donne l'assurance que je m'engagerai à soumettre dans les plus brefs délais une nouvelle loi portant application du mandat d'arrêt européen qui tiendra compte des objections soulevées par la Cour constitutionnelle fédérale.

J'ai adressé une correspondance contenant les mêmes informations à chaque collègue.

Je vous prie de croire, chère collègue, cher collègue, à l'expression de ma considération très distinguée.